



Bulletin de la Société Militaire de Genève

Fondée en 1825 par le général G.-H. Dufour



**Mutation des officiers généraux
en vue du DEVA**

L'officier EMG

**Le Don du sang des sociétés
patriotiques**

ECLAIRAGE+



Éditorial: Ensemble – En avant!

Une étape importante dans la réforme actuelle du Développement de l'armée (DEVA) vient de se produire, avec la nomination très attendue des officiers généraux au 1^{er} janvier 2018. Au nom de la Société militaire, je félicite tous ceux qui ont été confirmés dans leurs fonctions ou promus à de plus hautes responsabilités. Ceci crée les bonnes bases pour les préparatifs, réduit les incertitudes, renforce la confiance. Car l'armée de ces prochaines années se décide déjà aujourd'hui.

Une réforme doit être conduite et veiller à bâtir sur des fondements solides. Il s'agit, pour beaucoup, d'expliquer, de renforcer ou de consolider ce qui existe déjà. Il s'agira également de corriger ce qui peut être amélioré : c'est un développement, un passage obligé, pas une révolution. Les défis sont considérables: la question récurrente de l'obligation de servir et de ses modalités, les journées d'information ouvertes ou obligatoires pour les femmes, le processus d'acquisition d'un nouvel avion de combat, la problématique plus vaste de la défense aérienne, les drones, le remplacement de nombreuses plateformes et systèmes de combat terrestres, la guerre électronique, les transmissions, etc. On ne pourra vraisemblablement pas tout avoir. En revanche tous ces défis, tous ces besoins, ont au moins deux choses en commun.

L'armée en tant que système

Tout d'abord, l'armée est un système bâti sur le principe du combat interarmes. Pour fonctionner, il faut donc des moyens de renseignement, des forces de stabilisation, des unités de manœuvre, des moyens d'appui, d'aide à la mobilité, une couverture aérienne, ainsi que toute la logistique nécessaire pour maintenir opérationnelles ces forces.

Toutes les armées du monde souffrent aujourd'hui de lacunes, à un titre ou à un autre. Si l'on peut accepter de s'entraîner pour le moment avec des « anciens » systèmes, parfois plus vieux que ceux qui les servent, il faut bien se rendre compte que les plateformes futures seront plus chères que celles qu'il s'agit de remplacer.

Il faudra donc compter avec un nombre de systèmes de plus en plus limité. La diminution du nombre de plateformes nécessitera tou-



Fondation ZOUBOV, le 5 mai 2017. Chaque deux ans, le Conseil d'Etat genevois invite les officiers généraux ainsi que les commandants des troupes genevoises.

jours plus de mobilité, une exploration et des moyens de transmissions plus performants, une précision plus importante.

L'armée vaut plus que la somme de ceux qui s'y engagent

Ensuite, s'il est important de suivre les évolutions technologiques, rappelons-nous que sans équipage, un char n'a aucune efficacité au combat ; un avion ne produit que de l'ombre ; un missile ne dissuade personne ; un fusil ne s'utilise pas et reste sur son râtelier.

Concentrons-nous donc sur la qualité et la motivation des conscrits, des recrues, de la troupe et bien sûr des cadres. Si le Parlement tient les cordons de la bourse, en revanche le niveau d'instruction et l'engagement des soldats sont presque entièrement dans les mains des cadres de milice – c'est à-dire dans nos mains.

Soyons fiers de ce qui a été accompli jusque ici. Les services sont intensifs, réalistes, exigeants. Les cadres sont attentifs et fixent des objectifs ambitieux. Remercions ceux qui nous ont jusque ici formés, guidés, encouragés. Il faut savoir écouter la voix de l'expérience et en même temps prendre ses responsabilités, oser. Tâchons de faire mieux. Toujours mieux. Peu importeront au final les étapes, la distance, les conditions, le véhicule ou la cadence. L'essentiel est d'arriver. Ensemble. Nous servons une cause noble : la sécurité et la liberté de la Suisse.

• Lt col EMG Alexandre VAUTRAVERS

Président, Société militaire de Genève (SMG)

ÉclairaGE

Bimestriel indépendant de la Société Militaire de Genève depuis 1947 - Tirage: 1000 exemplaires
(6 numéros par année; délai rédactionnel le 20 du mois précédent)

Editeur	Société Militaire de Genève	Site internet: www.smg-ge.ch
Rédacteur en chef	Lt col Marc-Ariel ZACHARIA, ma.zacharia@smg-ge.ch	
Rédacteur en chef adjoint	Vacant	
Rédacteurs	Col Christian REY, Maj Pierre BYDZOVSKY, Cap Gabriel MINDER, Cap Guillaume GENOUD, Cap Charles-Louis NOTTER, Cap Lancelot WACK, Of spe (Cap) Fabien RUTZ. Pour les comptes rendus des conférences, Monsieur Stéphane DUTU.	
Webmaster	Cap Harley ANDEREGG	
Conception couverture	Equipe de rédaction	
Régie des annonces	Publi Annonces S.A. - 3, chemin de la Charpente - Case Postale 194 - 1219 Le Lignon Tél. 022 308 68 78 - Fax 022 342 56 12 - E-mail: yt@publi-annonces.ch	
Impression	Imprimerie Nationale, RoCHAT - Baumann SA - Rue Plantamour 34 - 1201 Genève Tél. 022 732 27 12 - Fax 022 738 15 37 - E-mail: pao@imprimerienationale.ch	

SOCIÉTÉ MILITAIRE DE GENÈVE

Fondée en 1825 par le général Guillaume Henri DUFOUR

Section de la SOCIÉTÉ SUISSE des OFFICIERS

Président	Lt col EMG Alexandre VAUTRAVERS
Vice président	Col EMG Denis MASTROGIACOMO
Vice président	Lt col Pierre-Henri HEIZMANN
Conférences lunch	Mobile 079 594 36 70 - E-mail: pierre-henri.heizmann@smg-ge.ch
Président Section de Tir	Cap Jean-Daniel GERBER
Porte drapeau ai	App André BOCCARD
Courrier	Case postale 3618 - 1211 Genève 3 / CCP 12-188-7
Local de la Société	5, rue des Granges - 1204 Genève - Tél. 022 310 39 45
Changement d'adresse	Lt col Philippe KUNZI, trésorier SMG - E-mail: philippe.kunzi@bluewin.ch

Il y a 50 ans, du 5 au 10 juin 1967, la Guerre des Six Jours opposa Israël à l'Égypte, la Jordanie et la Syrie dont les armées furent défaites.

1^o de couverture: Le matin du 5 juin 1967, 192 Mirages IICJ de l'armée de l'air israélienne sont en vol vers l'Égypte pour attaquer ses bases aériennes. C'est l'opération FOCUS. En l'espace de trois heures, de 7h15 à 10h15, l'armée de l'air égyptienne fut entièrement neutralisée: sur 340 avions dont elle disposait, 286 avaient été détruits. Un peu plus tard, les terrains d'aviation de la Jordanie et de la Syrie étaient bombardés à leur tour et 88 autres avions détruits. L'objectif essentiel, la maîtrise de l'espace aérien, était ainsi atteint laissant ainsi le champ libre aux troupes blindées israéliennes. Douze Mirages seulement (4 dans les airs, et 8 au sol) sont laissés en arrière pour garder l'espace aérien israélien. Tous les autres emportent deux bombes de 250 kilos, des réservoirs de carburant et leurs canons. Une intense rotation permet de ravitailler en carburant et en munitions les avions en sept minutes plutôt que les vingt habituelles. Ce jour du 5 juin 1967, un nombre record de 12 sorties fut effectué par chaque appareil.

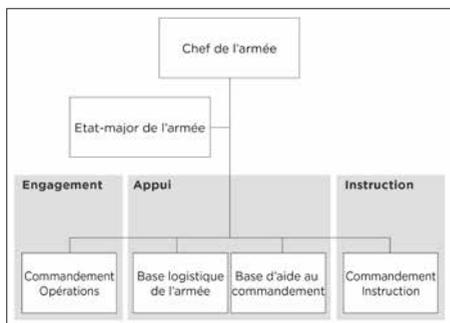
2^o de couverture: Les anciens parachutistes israéliens Zion KARASENTI, Yitzhak YIFAT et Haim OSHRI devant le Mur des Lamentations à Jérusalem le 7 juin 1967 et le 11 mai 2017.

Le 7 juin 1967, les parachutistes de Tsahal avançaient à travers la vieille ville de Jérusalem en direction du Mont du Temple et du Mur occidental prenant ainsi, pour la première fois depuis 2'000 ans, le contrôle du lieu le plus saint du judaïsme.

Mutations d'officiers généraux

I Séance du Conseil fédéral du 22 mars 2017

Dans la perspective de l'entrée en vigueur des nouvelles structures de l'Armée, le Conseil fédéral a procédé, lors de sa séance du 22 mars 2017, aux premières nominations, confirmations de fonction et promotions parmi les officiers généraux, avec effet au 1^{er} janvier 2018.



Afin que la conduite en situation particulière ou extraordinaire reste autant que possible la même qu'en situation ordinaire, l'Armée est restructurée autour de l'engagement, de l'appui et de l'instruction. Les Forces terrestres et les Forces aériennes sont réorganisées pour être intégrées dans les nouvelles structures de commandement.

A l'avenir, le **Commandement Opérations** se chargera de planifier et de conduire l'ensemble des opérations et des engagements de l'armée.

Le Renseignement militaire, les Forces terrestres (brigades mécanisées 1, 4 et 11), les quatre divisions territoriales, la police militaire, les Forces aériennes, le centre de compétences SWISSINT et le commandement des Forces spéciales (CFS) sont subordonnés au chef Opérations.

Le **Commandement Instruction** sera quant à lui responsable de planifier, de piloter et de dispenser une instruction uniforme visant à garantir la disponibilité de base des troupes, des cadres, des formations et des états-majors.

La Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA), cinq formations d'application, le Centre d'instruction de l'armée et le Personnel de l'armée seront subordonnés au chef Instruction.

Les commandements Opérations et Instruction, l'Etat-major de l'armée, la Base logistique de l'armée (BLA) et la Base d'aide au commandement (BAC) resteront directement subordonnés au chef de l'Armée. La BLA et la BAC assumeront les mêmes tâches qu'aujourd'hui.

Subordonnés directs du chef de l'Armée

Le **commandant de corps Aldo C. SCHELLENBERG**, actuellement commandant des Forces aériennes et remplaçant du chef de l'Armée, est nommé chef des Opérations.

Le **commandant de corps Daniel BAUMGARTNER**, actuellement commandant des Forces terrestres, est nommé chef de l'Instruction.

Le **divisionnaire Claude MEIER** est confirmé dans sa fonction de chef de l'Etat-major de l'Armée.

Le **divisionnaire Thomas KAISER** est confirmé dans sa fonction de chef de la Base logistique de l'Armée.

Le **divisionnaire Jean-Paul THELER**, actuellement chef de la Base d'aide au commandement, est nommé chef de projet commandement du Soutien.

Le **brigadier Thomas SÜSSLI**, actuellement commandant de la brigade logistique 1, est nommé chef de la Base d'aide au commandement de l'Armée avec promotion simultanée au grade de divisionnaire.

Le **divisionnaire Jean-Marc HALTER**, actuellement chef de l'Etat-major de conduite de l'Armée, est nommé officier général adjoint du chef de l'Armée.

Subordonnés directs du chef des Opérations

Le **divisionnaire Bernhard MÜLLER**, actuellement chef de l'Engagement des Forces aériennes et remplaçant du commandant des Forces aériennes, est nommé commandant des Forces aériennes.

Le **divisionnaire Melchior STOLLER**, actuellement remplaçant du commandant des Forces terrestres, est nommé remplaçant du chef des Opérations.

Le **divisionnaire Lucas CADUFF** est confirmé dans sa fonction de commandant de la division territoriale 3.

Le **brigadier Yvon LANGEL**, actuellement commandant de la brigade blindée 1, est nommé

commandant de la division territoriale 1 avec promotion simultanée au grade de divisionnaire.

Le **brigadier René WELLINGER**, actuellement commandant de la Formation d'application des blindés et de l'artillerie, est nommé commandant des Forces terrestres avec promotion simultanée au grade de divisionnaire.

Le **brigadier Laurent MICHAUD**, actuellement remplaçant du chef de l'Etat-major de conduite de l'Armée et chef d'état-major de l'Etat-major de conduite de l'Armée, est nommé chef d'état-major du commandement des Opérations.

Le **brigadier Alain VUTEL** est confirmé dans sa fonction de chef du Renseignement militaire et du Service de la protection préventive de l'Armée.

Subordonnés directs du chef de l'Instruction

Le **divisionnaire Daniel KELLER** est confirmé dans sa fonction de commandant de la Formation supérieure des cadres de l'Armée et nommé remplaçant du chef de l'Instruction.

Le **brigadier Jacques RÜDIN**, actuellement chef de l'Etat-major des Forces terrestres, est nommé chef d'état-major du chef de l'Instruction.

Le **brigadier Germaine SEEWER** est confirmée dans sa fonction de chef du Personnel de l'Armée.

Le Conseil fédéral a en outre approuvé la prolongation des rapports de travail jusqu'au 30 juin 2018 du **commandant de corps Dominique ANDREY** en tant que conseiller militaire du chef du DDPS.

II Séance du Conseil fédéral du 24 mai 2017

Toujours dans la perspective de l'entrée en vigueur des nouvelles structures de l'Armée, le Conseil fédéral a procédé, lors de sa séance du 24 mai 2017, à d'autres nominations, confirmations de fonctions et promotions parmi les officiers généraux, avec effet au 1^{er} janvier 2018.

Etat-major de l'Armée

Le **divisionnaire Jean-Paul GAUDIN** est confirmé dans la fonction d'attaché de défense à Paris.

Le **divisionnaire Peter WANNER** est confirmé dans la fonction d'attaché de défense à Washington.

Le **divisionnaire Roland FAVRE**, actuellement commandant de la Région territoriale 1, devient officier général au Centre de politique de sécurité à Genève.

Le **brigadier Rolf SIEGENTHALER** est confirmé dans la fonction de chef de la Planification de l'Armée et remplaçant du chef de l'Etat-major de l'Armée.

Le **brigadier Markus MÄDER** est confirmé dans la fonction de chef des Relations internationales de la Défense.

Le **brigadier Marcel AMSTUTZ** est confirmé dans la fonction de représentant militaire à l'OTAN/UE.

Le **colonel EMG Raynald DROZ**, actuellement chef Opérations à l'Etat-major de conduite de l'Armée, devient chef de l'Etat-major du chef de l'Armée. Il est simultanément promu au grade de brigadier.

Agé de 51 ans, Raynald DROZ a passé la maturité italienne à l'*Instituto Tecnico Nautico* à Camogli (I) et sa maturité suisse en 1991. Après son instruction de base d'officier de carrière, il a été incorporé comme instructeur d'unité au sein de l'école de sous-officiers et de recrues 31/231 de l'artillerie. En 1996, le colonel EMG DROZ a été nommé remplaçant du commandant de cette école. En 2003, il a terminé avec succès ses études de *Master of Defense Administration* à la *Royal Military Academy* à Shrivenham (GB). Dès 2003, il a été officier supérieur adjoint du chef de l'Armée et, dès 2008, engagé comme chef de la Planification de l'Armée et de l'armement au sein de l'Etat-major de l'Armée. Deux ans plus tard, le colonel EMG DROZ a été nommé commandant de l'école de militaires en service long de l'infanterie 14. En tant qu'officier de milice, il a commandé le bataillon de pionniers de fortifications 33. Depuis 2013, le colonel EMG DROZ est incorporé comme chef Opérations au sein de l'Etat-major de conduite de l'Armée.

Opérations

Le **divisionnaire Hans-Peter WALSER** est confirmé dans la fonction de commandant de la division territoriale 2.

Le **divisionnaire Hans-Peter KELLERHALS** est confirmé dans la fonction de commandant de la division territoriale 4.

Le **brigadier Werner EPPER**, actuellement chef d'état-major des Forces aériennes, devient remplaçant du commandant des Forces aériennes.

Le **brigadier Peter SOLLER** est confirmé dans la fonction de commandant de la brigade d'instruction et d'entraînement des Forces aériennes.

Le **brigadier Hans SCHATZMANN** est confirmé dans la fonction de commandant de la Police militaire.

Le **brigadier Mathias Tüscher**, actuellement commandant de la brigade d'infanterie 2, devient commandant de la brigade mécanisée 1.

Le **brigadier Alexander KOHLI**, actuellement commandant de la brigade d'infanterie 5, devient commandant de la brigade mécanisée 4.

Le **brigadier Willy BRÜLSAUER** est confirmé dans la fonction de commandant de la brigade mécanisée 11.

Le **colonel EMG Hugo Roux**, actuellement commandant ad interim de la Formation d'application de la défense contre avions 33, est promu au 1^{er} juillet 2017 commandant de la Formation d'application 33 avec promotion simultanée au grade de brigadier. La prise de fonction est également confirmée au 1^{er} janvier 2018.

Agé de 48 ans, Hugo Roux a travaillé pendant ses études de droit à Fribourg comme enseignant en droit à l'école professionnelle de Morat. Après avoir terminé sa formation de base comme officier de carrière, il a assumé différentes fonctions entre 1997 et 2001 à l'école de DCA à Payerne. En 2002 et 2003, il a suivi une formation à l'*US Air Force Command and Staff College* à Maxwell (USA). Il a ensuite travaillé de 2004 à 2006 en tant qu'officier de carrière auprès du commandement de l'école d'officiers et de sous-officiers de la DCA à vue, à Payerne, puis comme remplaçant du commandant d'école de 2007 à 2009. En 2010, il a été nommé commandant de la formation continue des cadres supérieurs et chef de la planification des bases et du controlling au sein de l'état-major de la Formation d'application

de la défense contre avions 33. Depuis juillet 2014, il dirige les projets gestion de la défense au sein de l'Etat-major de l'Armée. Depuis juillet 2014, il dirige les projets de gestion de la défense au sein de l'Etat-major de l'Armée. Le 1^{er} janvier 2017, il a été nommé par le Conseil fédéral commandant *ad interim* de la Formation d'application de la défense contre avions 33.

Instruction

Le **brigadier Franz NAGER** est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application de l'infanterie.

Le **brigadier Guy VALLAT** est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application de la logistique.

Le **brigadier René BAUMANN** est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application d'aide au commandement. Le brigadier Stefan CHRISTEN est confirmé dans la fonction de commandant de la Formation d'application génie / sauvetage / NBC.

Le **brigadier Maurizio DATTRINO** est confirmé dans la fonction de commandant de l'Ecole d'état-major général et remplaçant du commandant de la Formation supérieure des cadres de l'Armée.

Le **brigadier Peter BAUMGARTNER** est confirmé dans la fonction commandant de l'Ecole centrale.

Le **brigadier Peter STOCKER** est confirmé comme dans la fonction de commandant de l'Académie militaire.

Le **brigadier Heinz Niederberger** est confirmé dans la fonction de commandant de l'Ecole des sous-officiers de carrière de l'Armée.

Base logistique de l'Armée

Le **brigadier Silvano BARILLI**, actuellement chef de l'Etat-major de l'Armée, devient commandant de la brigade logistique 1.

Base d'aide au commandement de l'Armée

Le **brigadier Marco SCHMIDLIN** est confirmé dans la fonction de commandant de la brigade d'aide au commandement 41.

• Informations issues du DDPS

Officier d'Etat Major Général: «*Labor omnia vincit improbus*»

Historique

Les plus anciennes traces de batailles font resurgir de manière récurrente le besoin quasi inné des hommes de se consulter avant, pendant et après avoir affronté un adversaire. Les chefs militaires de l'époque antique disposaient de conseillers, le plus souvent des spécialistes du ravitaillement et des ingénieurs, civils ou militaires, qui constituaient l'état-major du commandant.

Du temps de César déjà, l'état-major d'une légion romaine était constitué d'officiers supérieurs responsables des constructions, de l'artillerie et des structures de sièges: les *tribunus laticlavus*, et *praefectus castrorum*. Avant de livrer bataille le *primus pilus* ou « Primipile » conseillait le général, c'était souvent le soldat le plus expérimenté d'un conseil de guerre.

Ce type d'organisation perdura sans trop de modifications jusqu'au XIX^e siècle. Cependant, les conséquences politiques et militaires de l'époque des Lumières et de la Révolution à la fin du XVIII^e en Europe engendrèrent une complication accrue de l'art de la guerre.



Précédemment, une armée était constituée sur le terrain d'unités se trouvant dans le champ de vision du commandant, si bien que la conduite et les communications pouvaient être exercées de vive voix, au son du clairon ou par l'intermédiaire d'estafettes. La taille des armées de l'époque napoléonienne bouleversèrent ces habitudes: les effectifs des armées en campagne de Napoléon, de l'ordre de 250'000 hommes en 1802, s'éle-

vaient à plus d'un million en 1812, (dont plus de 400'000 hommes pour la campagne de Russie seulement). Pour des raisons logistiques évidentes, ces armées devaient marcher en corps distants d'au maximum un jour de marche (30 km) afin de garantir un minimum de liaisons, et devaient avancer sur différents axes routiers pour acheminer le ravitaillement nécessaire. Le temps venu de livrer combat, le commandant devait s'assurer que toutes ses unités étaient prêtes, déployées dans la bonne séquence, au bon moment et au bon endroit. Ces armées de masse, engendrant de facto un développement de l'artillerie et des stratégies sur le champ de bataille, firent émerger des problèmes logistiques, sanitaires et tactiques alors inconnus jusqu'alors, nécessitant des spécialistes pour conseiller le commandant et l'appuyer dans ses prises de décision. La coordination, l'émission et l'interprétation des ordres jouèrent toutes en faveur de l'accroissement du nombre d'officiers spécialisés dans des tâches d'état-major.

Dans ce contexte, la Prusse fût précurseur, les officiers de l'armée qui apparurent les plus talentueux se firent temporairement retirer leurs commandements auprès de leurs troupes afin de suivre des cours intensifs d'état-major général à la *Kriegsakademie*. Revenus dans leurs unités, tout en alternant l'exercice du commandement avec d'autres séjours à l'académie, ces officiers mettraient à jour leurs connaissances, que ce soit en matière de tactique ou du maintien des connaissances générales nécessaires pour le travail au sein d'états-majors. En cas de mobilisation et de déclaration de guerre, les officiers de l'état-major général seraient affectés à des fonctions importantes, comme celles de chefs d'état-major, ou officiers chargés des opérations au sein de grandes unités de l'armée prussienne (et plus tard de l'armée allemande). Par conséquent, chaque commandant sur le terrain avait à sa disposition une équipe d'officiers spécialisés capables de lire, de discuter, d'expliquer, de conseiller et de transmettre les ordres les plus détaillés et complexes, le laissant ainsi libre d'exercer son leadership et ses habiletés de commandement tactique.

L'état-major général constitue alors en quelque sorte le « cerveau » d'une armée sur les champs de bataille.

Le haut degré d'efficacité de l'état-major général allemand fut remarqué à maintes reprises par les Alliés lors de la Première Guerre mondiale, si bien que ces derniers, vainqueurs, allèrent même jusqu'à interdire son existence dans le traité ayant mis fin aux hostilités.



En Suisse, la fin du XIX^e marqua l'introduction du système prussien dans lequel, contrairement au modèle français, l'officier EMG n'est pas un simple organe d'exécution mais un représentant de l'intention du commandant dans l'état-major ainsi qu'un conseiller. En 1830 vingt-quatre colonels et quelques lieutenants-colonels possédant une expérience du service à l'étranger composèrent l'EMG. Ils furent ensuite remplacés principalement par des officiers de milice qui exerçaient une profession libérale et dont l'aisance financière leur permettait de se consacrer à l'armée. Des cours spécifiques furent institués en 1841 à l'école centrale de Thoune. Les candidats étaient tenus de suivre, auprès de l'école d'EMG, un premier cours de dix semaines puis un cours de perfectionnement de six semaines. Ils acquéraient leur expérience pratique dans le service à la troupe. Une alternance était imposée entre service d'EMG et commandement de troupe. Cette formation devint peu à peu indispensable pour obtenir un commandement.

L'effectif fût porté de 60 officiers entre 1875 et 1914, à 100 durant la Première Guerre mondiale, 200 durant la Deuxième, à 700 dans l'Armée 61 et ramené à 600 dans l'Armée 95. L'Armée XXI n'en compte plus que 430.

Le rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité de la Suisse du 23 juin 2010 relève que :

« Les effectifs réglementaires des officiers EMG ne sont pourvus qu'à hauteur de 62 %. La relève nécessaire d'environ 50 officiers EMG par an n'a plus été atteinte ces dernières années. En outre, il devient toujours plus difficile de convaincre des officiers de milice de suivre l'instruction d'état-major général. La part d'officiers de milice (sauf employés du DDPS) est passée de près de 40 % en 2007 à 20 % environ en 2010 ».

En 2016, plus de 30 militaires ont été acceptés au SFEMG I, 30 se sont présentés au cours, 22 ont terminé leur formation à l'issue du cours II.

La formation d'EMG aujourd'hui

Aujourd'hui, la Generalstabsschule se trouve à Kriens (LU). Dirigée jusqu'au 30 juin 2017 d'une main de maître par le brigadier Daniel LÄTSCH, véritable puits de culture et d'histoire, elle inculque au candidat les notions du travail, de l'analyse et de l'honneur (avant même de commencer l'examen d'entrée, le candidat signe le fameux « code d'honneur de l'of EMG », valable jusqu'à la fin de sa carrière militaire).

Pour le candidat, des exigences rigoureuses et formelles s'appliquent de la sélection à la promotion. Tout d'abord, afin d'être convoqué à l'examen d'entrée, le processus suivant doit être effectué :

- Trois cours de répétition minimum en tant que commandant d'unité, le dernier devant être sanctionné par une appréciation « très bien » ;
- Une inspection du commandant de la grande unité respective, aboutissant à une proposition pour suivre la formation d'état-major général. Une inspection non réussie ne peut pas être répétée ultérieurement.
- Stage de formation de commandement II achevé avec l'appréciation minimale « bien » ;
- Examen d'aptitude psychologique (EAP) effectué par l'Institut de médecine aéronautique (IMA) ;
- Evaluation / examen d'aptitude militaire pour futurs officiers EMG ;
- Entretien avec le chef des Forces Terrestres / Forces Aériennes, aboutissant à la convocation au stage de formation d'état-major général sur la proposition du chef de l'Armée.



Trois aspirants officiers EMG, dont, au centre, le, encore, capitaine Guillaume GENOUD.
(c) VBS/DDPS

Vient ensuite le fameux examen d'entrée, impartial et sélectif. Le candidat ne l'ayant pas préparé assidûment n'a aucune chance de le réussir. Les sacrifices professionnels et privés sont souvent de mise l'année précédente. Ce dernier débute à 10:00 le jour de l'entrée en service et se termine tard dans la nuit...

Le lendemain, les premiers font déjà leur paquetage, les résultats du test sont tombés: la formation s'arrête là pour eux.

Le cours EMG I, astreignant et intensif, peut alors commencer. Le sommeil y est rare et la pression permanente.

L'effort principal de la formation porte sur le perfectionnement tactique à l'échelon de la Grande Unité (prenant en considération des images modernes de la menace et de la guerre), ainsi que sur le métier d'officier d'état-major général, c'est à dire élaborer des bases de décisions probantes pour le commandant puis mettre en œuvre les décisions dans des concepts et des ordres.

Les quatre semaines sont marquées par un travail individuel au rythme moyen de 80 heures hebdomadaire. La mise sous pression constante est intense. De nombreuses présentations et plus d'une dizaine d'évaluations par semaine justifient les qualifications du vendredi devant être suffisantes, faute de quoi le candidat, après un entretien avec le commandant d'école, passe en statut « provisoire », sorte de conditionnelle où il doit se

battre pour augmenter drastiquement sa moyenne, sinon il devra, à son tour, préparer son paquetage.

Pour ce dernier, la mise sous stress est alors extrême et les heures de sommeil, déjà rares, diminuent davantage. L'erreur n'est plus permise, il doit redoubler d'effort et de travail s'il veut rester.

La qualité des chefs de classe et les moyens déployés sont à la hauteur du travail attendu: le candidat est appuyé par des instructeurs chevronnés qui subissent eux aussi le même rythme effréné. Les reconnaissances dans le terrain sont effectuées par les air. Des historiens renommés, des chefs de services des

partenaires civils cantonaux ou des officiers généraux suisses et étrangers se succèdent lors des conférences de haut niveau.

Le stage I, consacré au thème de la défense au niveau brigade d'engagement, n'est que le début de la « bataille ». L'éprouvant examen final de plus de vingt quatre heures, ne sonne pas le glas de la formation. Le candidat rentre chez lui, et se remet sans attendre au labeur: il ne reste que deux mois pour préparer le stage II et son examen d'entrée.

« Labor omnia vincit improbus », Un travail opiniâtre vient à bout de tout. La citation de Virgile devenue devise de l'école d'état major général colle à la formation.

Ce n'est qu'à la fin des quatre semaines du stage II, d'une structure et densité analogues au I mais essentiellement axées, cette fois, à l'appui aux autorités civiles (rég ter), que le candidat est promu par le commandant d'école au cours d'une cérémonie haute en couleur, en présence du Chef de l'Armée. Lors du fastueux bal de promotion le jeune major EMG, fier, ne rêve que d'une chose: aller, enfin, se reposer.

Le travail de l'officier EMG

La formation continue d'officier d'état-major général lui permet d'être engagé en tant qu'aide de commandement au sein d'une brigade, région territoriale, voire Forces Terrestres, aériennes ou logistique

A l'aboutissement du SFEMG II, il apporte sa contribution aux processus de planification et de conduite dans les domaines des opérations, du renseignement, de la logistique ou de l'appui au commandement. Quelques années plus tard, le SFEMG III complète sa formation de base et lui ouvre la possibilité de prendre le commandement d'un corps de troupe. Ultérieurement, l'accomplissement du SFEMG IV lui donne les bases pour diriger un domaine de base de conduite (DBC). Enfin, le SFEMG V est destiné à former les futurs chefs d'état-major (CEM) ou commandants remplaçants des grandes unités.

Les officiers d'état-major général de notre armée jouissent d'une considération particulièrement élevée, se justifiant par les exigences importantes attachées à cette fonction qui impliquent une attitude militaire et une fiabilité exemplaires ainsi qu'une grande résistance au stress. Ce sont des généralistes possédant des connaissances militaires approfondies, un esprit critique et analytique ainsi qu'une

aptitude à établir des liens et à remettre les choses dans leur contexte.

Officier EMG n'est pas qu'un grade ou une fonction, c'est avant tout une attitude.

A une époque marquée par l'individualisme, dans laquelle certaines constitutions cantonales ne parlent que de droits du citoyen sans même citer leurs devoirs, où certains employeurs semblent oublier que le service militaire est bien une obligation et non pas un choix, la plus-value personnelle amenée par une telle formation est considérable. Aucun organe civil n'est à même aujourd'hui d'offrir un tel enseignement pourtant extrêmement avantageux dans la vie de tous les jours.

Ces qualités que sont la fiabilité, l'esprit critique, la recherche de solution et la résistance au stress dépeignant finalement chaque cadre de notre armée, ne sont-elles pas un avantage certain pour toute entreprise civile ?

• Maj EMG Guillaume GENOUD



Intime

GRANGE
AGENCE IMMOBILIÈRE & CIE

DEPUIS 1869

VOTRE ADRESSE. NOTRE PASSION

WWW.GRANGE.CH

La Guerre aujourd'hui

Compte rendu de la conférence SMG d'Alexandre VAUTRAVERS du 13 décembre 2016

La guerre demeure une réalité humaine incontournable. L'affirmation de cette vérité – choquante pour certains – s'appuie sur les statistiques du Comité International de la Croix-Rouge. Selon l'institution d'aide humanitaire, sur les 197 pays reconnus par l'ONU, 45 étaient dans une situation de conflit armé début 2016, soit 23% d'entre eux. Et si l'on comptabilise les Etats qui s'impliquent – directement ou indirectement – dans des guerres civiles à l'extérieur de leurs frontières, comme par exemple l'Iran en Syrie, le pourcentage de nations en guerre est encore plus élevé.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'Europe s'est lancée dans une course au désarmement. A un tel point que, un quart de siècle plus tard, la plupart des pays européens n'ont plus de capacités militaires sérieuses. Infatués de soft power aux résultats au mieux incertains, nos dirigeants sont majoritairement convaincus que la guerre ne nous concerne plus et que le destin de notre continent est désormais de rayonner internationalement comme le plus bel exemple de reconversion pacifiste qu'ait connu l'humanité.

La guerre civile que connaît l'Ukraine depuis 2014 pourrait cependant faire réfléchir les gouvernements européens et modérer leur optimisme béat. Il est difficile de dire qui est responsable du chaos dans lequel cette nation s'est enfoncée. En mars 2016, le géopolitologue Gyula CSURGAI nous expliquait à l'occasion d'une conférence SMG qu'il voyait l'origine de la crise dans les manœuvres des USA pour soustraire ce pays à l'emprise historique russe. Alexandre VAUTRAVERS ne s'est pas prononcé sur la question. Ce qui l'interpelle surtout dans ce conflit, c'est que l'accord de 1991 sur l'indépendance de l'Ukraine et l'inviolabilité de ses frontières – en échange du renoncement de Kiev à son gigantesque arsenal d'ogives nucléaires hérité de l'URSS – a été bafoué, et que cela constitue une dangereuse rupture par rapport à la période 1945-2014 où les intégrités territoriales étaient respectées en Europe. Par ailleurs, l'Ukraine est un cas intéressant à un autre titre: voici un pays qui dépensait très peu pour sa défense (0.7% du PIB) mais qui se croyait néanmoins en sécurité... tout

comme la grande majorité des pays européens actuellement. Les affrontements armés qui se déroulent dans le Donbass devraient aussi attirer notre attention car ils mettent en évidence les différentes échelles d'une guerre dite hybride :

- affrontement ouvert entre l'armée régulière ukrainienne et les séparatistes de l'est du pays,
- conflit larvé entre l'Etat ukrainien et le Kremlin qui pourrait évoluer vers une guerre classique si les insurgés devaient flancher.

Le conflit ukrainien est-il la preuve qu'une nouvelle guerre froide entre la Russie et les Occidentaux a débuté ? Le lieutenant-colonel EMG répond par l'affirmative. Outre l'important soutien militaire de Moscou aux deux Républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, il en veut pour preuve le net renforcement de la présence de l'armée américaine en Europe depuis l'éclatement de la crise. Les effectifs de cette dernière n'étaient que de 2'000 soldats en 2010 et se composaient essentiellement de troupes logistiques et aériennes. A la demande des pays d'Europe de l'Est membres de l'OTAN, ils sont passés à 16'000 depuis 2014 et comprennent maintenant trois brigades dont une blindée. D'après l'expert en sécurité, le renforcement des manœuvres de la Russie et de l'OTAN est un signe supplémentaire que nous vivons une « guerre froide 2.0 ».

Le conférencier voit dans l'engagement armé massif de la Russie aux côtés de Bachar EL-ASSAD une autre confirmation de cette hostilité renaissante entre le Kremlin et l'OTAN. Selon lui, il y a d'ailleurs un lien direct entre les opérations russes en Ukraine et celles en Syrie. En effet, l'armée syrienne est principalement ravitaillée par des navires russes effectuant la liaison entre le port de Sébastopol et celui de la ville côtière de Tartous, située à 160 km au nord-ouest de Damas et abritant une installation permanente de la flotte maritime militaire russe. En ravissant la Crimée à une Ukraine s'éloignant de plus en plus de sa sphère d'influence, Moscou s'est assuré le contrôle de Sébastopol, point stratégique lui permettant de maintenir une présence militaire en Méditerranée pour crédibiliser ses ambitions de grande puissance tout en soutenant le régime

syrien, lequel est son seul indéfectible allié au Moyen-Orient.

Le président de la SMG reconnaît que les Russes, en contribuant de manière décisive à la défaite des milices armées et des groupes djihadistes soutenus par les Américains, les Européens et les puissances sunnites, sont revenus un acteur incontournable au Moyen-Orient. Cependant, il pense que le rapport entre les moyens considérables qu'ils ont engagés – notamment de nombreux bombardiers stratégiques – et les résultats obtenus n'est pas impressionnant et n'autorise pas Moscou à prétendre à nouveau au titre de grande puissance militaire. Selon lui, l'armée russe a encore beaucoup à faire en termes de professionnalisation et de modernisation. A ce propos, il remarque que l'embargo occidental sur certains composants sophistiqués entrant dans la fabrication des armes russes – en particulier dans les blindés – retarde cette modernisation.

Ebranlée par une Russie moins commode et aux ambitions globales réaffirmées, confrontée aux autres menaces de ce monde, que fait l'Europe? Son premier réflexe suite à la guerre civile ukrainienne a été de réclamer davantage de protection à l'Oncle Sam dans le cadre de l'OTAN. Est-ce suffisant? Bien sûr que non, affirme le rédacteur en chef de la RMS qui rappelle que les armées des pays de l'UE disposent à elles toutes de moins de chars et d'avions que la Turquie. La Russie et les Etats-Unis dépensent respectivement 5%¹ et 3% de leur PIB dans la défense. Avec

¹ Banque mondiale; données 2015.

2%, la France, le Royaume-Uni, la Norvège et le Portugal dépensent nettement moins en pourcentage du PIB mais toujours beaucoup plus que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Finlande qui se situent tous à 1%. A l'arrière du peloton, on trouve l'Autriche et ... la Suisse avec un famélique 0.7%. Seuls l'Irlande et le Luxembourg font encore moins bien avec un demi-pourcent. La défense européenne n'en a plus que le nom et n'est plus en mesure d'assurer convenablement sa mission de protection des populations. Nos armées ont été réduites à l'état « d'armées bonzaï » pour utiliser une expression également reprise par le brigadier Denis FROIDEVAUX, ancien président de la Société suisse des officiers, pour caractériser l'armée suisse après le refus du Gripen par le souverain en mai 2014.

L'exposé d'Alexandre VAUTRAVERS est un constat lucide et sans concession sur l'état de grande négligence dans lequel se trouvent les forces armées européennes. Une situation préoccupante imputable à l'irresponsabilité collective de notre classe politique sur plusieurs décennies. Espérons que ses appels à relancer les efforts de défense en Europe, ainsi que ceux de nombreux autres officiers supérieurs européens, seront entendus.

Le spécialiste des questions militaires voit malgré tout des raisons d'espérer. Il est persuadé qu'à partir du très faible niveau actuel, les dépenses de défense en Europe ne peuvent que rebondir. D'après lui, nos autorités politiques sont en train de réaliser – certes tardivement et péniblement – qu'elles sont allées beaucoup trop loin dans la démilitarisation de notre continent. Sa conviction est que l'arrivée



**CONSEIL EN ASSURANCES, PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE
ET PLANIFICATION À LA RETRAITE**

PFS
CONSEILS SA
ASSURANCES &
GESTION DE PATRIMOINE

Votre contact : Philippe Schwarm
T. 022 817 05 05 | ps@pfsconseils.ch | www.pfsconseils.ch | 41, rue de la Synagogue, 1204 Genève

au pouvoir de Donald TRUMP va accélérer cette prise de conscience progressive déclenchée entre autres par l'annexion de la Crimée à la Russie. Le nouveau président américain a en effet clairement annoncé que les Européens allaient devoir compter davantage sur eux-mêmes pour assurer leur protection car il souhaitait revoir à la baisse la présence militaire américaine sur notre continent. Le règne du soft power européen toucherait-il à sa fin ?

Les considérations perspicaces de l'officier sur l'état des armées européennes et la difficulté de nos dirigeants à penser la guerre appellent de notre part quelques développements sur le rôle de la guerre dans l'histoire.

Partant du constat indéniable que le monde est conflictuel et cruel, HEGEL a élaboré au 19e siècle une philosophie de l'histoire dramatique, fondée sur l'idée que l'humanité progresse par cette forme spécifique de violence qu'est la guerre. D'après le penseur allemand, chaque peuple qui contribue au devenir de l'humanité joue un rôle dans le vaste processus de réalisation de la raison qu'est l'histoire. Pour ce faire, il doit d'abord vaincre par la violence la figure civilisationnelle qui l'a précédé. Puis, à partir de ses éléments culturels constitutifs et de ceux empruntés aux vaincus, il construit une figure originale dans un moment dialectique qu'HEGEL appelle dépassement des oppositions. Le vainqueur sera ensuite lui-même terrassé et intégré par un autre peuple porteur d'une culture différente qui réalisera à son tour par synthèse un esprit nouveau. A l'issue de chaque conflit, un élément inédit est introduit dans le cheminement de l'humanité vers l'étape ultime où le processus de réalisation de la raison arrive à son terme. Cette dernière étape, c'est la fin de l'histoire.

Nous pensons que les décisions politiques ayant conduit à la situation actuelle de désolation des forces armées en Europe se sont appuyées sur une lecture hégélienne du devenir historique par nos gouvernements.

Ravagés et traumatisés par deux guerres mondiales ayant entraîné des destructions inouïes et des dizaines de millions de morts, la plupart des pays d'Europe de l'Ouest se sont progressivement réconciliés et rassemblés à partir des années cinquante au sein d'une communauté d'Etats – qui deviendra par la suite l'Union Européenne – dans le but d'éliminer le risque de guerre entre eux. L'effondrement de l'URSS, en permettant l'extension de cette union aux

anciens ennemis de l'Est, a convaincu les responsables politiques européens que cet objectif était devenu réalisable à l'échelle de tout notre continent. Ils ont cru que la résolution de l'opposition entre les idéologies américaine et soviétique correspondait à cette phase finale de la réalisation de la raison anticipée près de deux siècles plus tôt par HEGEL, à ce passage du temps historique au temps post-historique qui devait annihiler toute menace de conflits armés en Europe. D'où leur décision de drastiquement réduire les budgets de la défense.

En 1992, le philosophe américain Francis FUKUYAMA formalisa dans un livre² l'état d'esprit optimiste qui dominait à l'époque dans les cercles dirigeants occidentaux. Selon lui, l'écroulement du totalitarisme soviétique marquait l'avènement d'une ère nouvelle qui verrait la formation d'un consensus sur la démocratie et l'économie de marché non seulement en Europe, mais également dans le monde entier. Les affrontements sanglants qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 1999 n'ont pas entamé la conviction des Européens qu'ils étaient entrés dans une période pacifique et post-historique. La guerre civile brutale entre Serbes, Croates, Bosniaques et Kosovars a été perçue par nos dirigeants comme une ultime et déplorable convulsion des marches de l'ex-Empire soviétique, comme une aberration allant à contre-courant de l'histoire, et certainement pas comme un signe que la guerre ne voulait pas encore s'éclipser d'Europe. Le regain de l'esprit nationaliste et batailleur de la Russie depuis l'accession au pouvoir de POUTINE en 2000 n'a pas non plus été apprécié à sa juste valeur jusqu'à récemment, même quand il s'est traduit en 2008 par une intervention militaire en Géorgie par laquelle Moscou obtint l'indépendance des régions séparatistes russophiles de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie.

Les événements dramatiques dont nous avons été les témoins depuis 2011 ont progressivement dissout les fondements du paradigme pacifiste et onirique qui modelait les politiques de défense européennes depuis 1989. La dégénérescence du printemps arabe porteur d'espéros démocratiques en hiver islamiste cherchant à imposer son ordre politico-juridique totalitaire, l'intensification du djihad de l'islam radical contre l'Europe, et la résurgence

² Francis FUKUYAMA ; La fin de l'histoire et le dernier homme ; Flammarion ; 2009.

de l'atavisme autoritaire du Kremlin, ont apporté les preuves que non seulement la démocratie libérale continue d'être rejetée par une grande partie de la planète, mais qu'en plus l'Europe peut toujours être durablement déstabilisée par la guerre sur son propre sol dans un monde pourtant débarrassé de l'URSS. Une guerre que les tenants de la fin de l'histoire doivent s'efforcer de penser à nouveau.

Nous ne souscrivons pas à la théorie de HEGEL sur la réalisation de la raison dans l'histoire par la guerre. Notre avis est que le monde est un vaste tumulte où s'entrechoquent les volontés de puissance des pays et civilisations. Nous ne percevons aucun sens profond de portée universelle dans le déchainement chaotique des passions humaines qui font l'histoire, mais plutôt la poursuite d'ambitions particulières. La démocratie et le libéralisme qui structurent nos sociétés sont les produits de la civilisation

européenne, elle-même synthèse singulière, heureuse mais contingente d'apports grecs, romains, chrétiens et judaïques. Croire que tous les autres peuples nous révèrent et n'aspirent qu'à nous imiter relève d'un ethnocentrisme caractérisé. Notre culture n'a vocation ni à féconder le monde ni à le guider. Il est vain de chercher à l'imposer en dehors d'Occident à coups de changements de régime et d'exhortations moralisatrices.

Ces sobres constatations impliquent également que notre civilisation peut décliner, être submergée et disparaître si nos peuples ne réapprennent pas à l'aimer, et si nos politiques ne dotent pas nos nations de forces armées capables de la défendre contre les ennemis intérieurs et extérieurs qui chercheront encore et toujours à la subvertir.

• *Stéphane DUJU*

Hommage au capitaine Jean-François BERNARD



Le capitaine Jean-François BERNARD nous a quittés le 1^{er} février 2017 dans sa 75^e année.

Il a été le président de la Société militaire de Genève de 1981 à 1985, puis de 1992 à 2013 président de la société IN MEMORIAM Genève.

Au travers d'IN MEMORIAM Genève, il a inlassablement contribué au soutien des familles de militaires disparus mettant en place de nombreux projets. Sa grande capacité d'écoute, qualité rare, et sa rigueur ont permis de pouvoir soulager et aider de très nombreuses personnes dans le besoin. Même après avoir transmis sa charge, il a continué à œuvrer en coulisse en accompagnant et en prodiguant ses conseils toujours avisés.

Parallèlement à ces activités, il était encore membre du Club du lundi ainsi que diverses autres sociétés militaires et patriotiques.

C'est donc un personnage engagé et désintéressé, toujours disponible pour les autres, qui nous a quittés. Son souvenir et son exemple resteront vivants parmi nous.

Au nom de la Société militaire de Genève, son Comité présente ses plus sincères condoléances à sa veuve, Madame Françoise BERNARD, ainsi qu'à ses enfants et petits enfants.

• *Le Comité*

Erratum

Lors de la parution du bulletin EclairaGE 1/2017, le discours de l'Aumônier de 2015 a malencontreusement été publié en lieu et place de celui de 2016. L'auteur, attentif, a heureusement attiré l'attention du rédacteur en chef.

Ainsi, chers lecteurs, vous trouverez ci-dessous, le message de l'Aumônier tel qu'il a été effectivement prononcé lors de la commémoration de la Restauration 2016 au local de notre société. L'Histoire est ainsi sauvée.

• *Votre Rédacteur en chef*

La minute de l'aumônier : La dimension spirituelle de la Restauration

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités politiques, académiques et militaires, chers camarades, « On ne trouve guère un grand esprit qui n'ait un grain de folie ». Cette affirmation attribuée au philosophe antique Sénèque illustre une réalité parfois occultée, à savoir que ce que certains qualifient de folie s'avère parfois véritable sagesse. Un parcours à travers différents événements marquants de Genève illustrera que cette affirmation a été valable à plusieurs reprises dans l'histoire.

Pour la légende tout d'abord : il paraît évident, de façon absolue, qu'il ne sied pas à une dame de jeter sa vaisselle par la fenêtre. Quiconque serait témoin d'une telle scène prendrait alors cette dame pour une folle. Pourtant, en jetant sa marmite sur la tête des assaillants, une certaine Catherine CHEYNEL, plus connue comme la Mère Royaume, est entrée à jamais dans la légende. De quelle folle sagesse elle a fait preuve !

Dans l'histoire militaire ensuite : quel officier aurait l'idée, en temps de guerre, d'épargner les soldats désarmés, les blessés et les prisonniers du camp adverse ? C'est pourtant l'ordre fou qu'a donné le Général Guillaume Henri DUFOUR à ses hommes. Peu après, la première pierre d'une nouvelle Confédération était érigée. De quelle folle sagesse il a fait preuve !

En Suisse, d'aucuns affirmaient que l'armée était une folie, notamment économique. Depuis l'expansion et la progression du terrorisme au Levant – dès 2013 – puis en France et dans toute l'Europe dès 2015, la folie est devenue sagesse. Ou pour paraphraser le Commandant de corps KECKEIS lors de l'avant



Pit BULUNDWE Aumônier lors de son allocution

dernier Stamm conférence, la sécurité c'est comme la santé, c'est lorsqu'on la perd qu'on prend conscience de sa valeur.

Spirituellement, ce paradoxe entre la folie et la sagesse a été exprimé par l'apôtre Paul pour décrire la restauration en ces termes : « Car puisque

le monde, avec sa sagesse, n'a point connu Dieu dans la sagesse de Dieu, il a plu à Dieu de sauver les croyants par la folie de la prédication »¹. La restauration représente alors la victoire sur l'oppression. Dans une perspective judéo-chrétienne, l'oppression spirituelle vient de la rupture du lien entre Dieu et les hommes, une aliénation désignée par le terme de péché. C'est pour lutter contre le péché que Dieu s'est battu en Jésus-Christ, en allant jusqu'à la mort sur une croix. Son apparente faiblesse, une folie pour les hommes, s'est alors manifestée comme une force, la sagesse de Celui qui est en haut. Sa folle sagesse a offert à chaque être humain la possibilité d'être restauré et de devenir enfant de Dieu.

En 1812, Napoléon était au sommet de son règne. Il a donc fallu à Ami LULLIN et ses compatriotes un grain de folie pour amorcer des manœuvres politiques qui devaient conduire à la Restauration. Lorsqu'on garde en tête ce paradoxe de la restauration, cette commémoration offre une excellente occasion de réfléchir à la destinée de Genève. Que ce soit dans une dimension citoyenne, militaire, spirituelle ou politique... pour vaincre toute forme d'oppression, souvenons-nous donc, genevois, que « Qui vit sans folie n'est pas si sage qu'il croit. »² Vive la Restauration ! Vive Genève et vive la Suisse !

• *Pit Luc BULUNDWE*

¹ Première épître aux Corinthiens 1 v. 21.

² La Rochefoucauld, Maximes, 209, édition de 1678.

Donner un peu de son sang pour permettre la transfusion!



Les données du problème sont simples.

Transfuser c'est apporter des cellules du sang (globules rouges pour le transport de l'oxygène des poumons aux tissus, et plaquettes pour prévenir et arrêter le saignement), ou le liquide de celui-ci (le plasma), aux malades qui ont en besoin. Souvent en cas de manque de l'un ou plusieurs de ces composants dans le sang d'un malade la transfusion est indispensable, étant le meilleur moyen de compenser ce manque. Or nous ne savons toujours pas fabriquer ces produits en conditions de la pratique transfusionnelle, et nous devons donc toujours les préparer grâce à des dons (volontaires, bénévoles et non rémunérés) de sang (total, ou l'une de ses fractions).

Chaque année, le **Centre de transfusion sanguine (CTS) des HUG** peut établir sa production de produits à transfuser sur environ 18'000 dons de sang. Il s'appuie pour cela sur environ **11'000 donneurs réguliers**. Ce n'est pas rien et nous devons remercier ces donneurs généreux et fidèles encore et toujours; nous nous efforçons de les accueillir au mieux.

Mais cela ne représente **que quelques pourcents de la population en âge de donner**.

Ces dons ne sont malheureusement pas suffisants pour couvrir l'intégralité des besoins. Le grand complexe hospitalo-universitaire suisse que sont les Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG), constitue dans le canton l'utilisateur principal, mais non exclusif des produits pour transfusion. En effet c'est une des missions des HUG de prendre en charge des malades avec situations complexes, qui peuvent avoir besoin d'un important soutien transfusionnel, parfois pendant plusieurs semaines voire toute leur vie (voir tableau).

Chaque année, plus de 22'000 unités de produits sanguins sont utilisées dans le canton de Genève. Pour répondre à ces besoins et remplacer les personnes qui cessent de donner, le CTS doit recruter 3'000 **nouveaux donneurs**

par an. Depuis des années les besoins cantonaux dépassent de 25% environ la production locale, et nous devons donc recourir à la solidarité cantonale.

Le CTS de Genève fait partie du dispositif suisse de transfusion, organisé par **Transfusion Suisse – Croix Rouge Suisse** (aller voir leur beau site !). Il suit la réglementation en vigueur dans le pays.

Alors venez donner votre sang ! Nous avons besoin de vous. Parlez-en aussi à votre entourage. Il y a des collectes extérieures aux HUG, aux Vieux Grenadiers, mais aussi dans les communes et de grandes entreprises, et l'université. Il y a les locaux du site Cluse – Roseraie des HUG.

Allez sur le **site des HUG www.dondusang.ch**, renseignez-vous sur les horaires et les conditions pour pouvoir donner, téléphonez pour connaître les besoins et l'affluence au CTS des HUG... Ainsi vous ne perdrez pas de temps. Préparez utilement l'entretien confidentiel avec un-e professionnel-le de santé, qui est le préalable indispensable au don, pour la sécurité des malades transfusés comme pour celle des généreux donneurs.

• *Prof Thomas Lecompte, hématologue*

Lisez « Don de sang : vrai ou faux ? »
www.planetesante.ch

Puis-je donner mon sang?
www.dondusang.ch

Téléchargez la brochure d'information aux nouveaux donneurs de sang

ACTIVITES SMG (2)

CONFÉRENCES-LUNCH DU 1^{er} SEMESTRE 2017

Mardi 20 juin 2017
(CL 1215 Local)

Monsieur Hugues HILTPOLD - Architecte, Conseiller national,
membre de la Commission fédérale de politique de sécurité
Perspectives d'avenir pour l'armée

* * * * *

Samedi 17 juin 2017
(Vieux-Grenadiers,
rue de Carouge 92)

Journée du don du sang
des Sociétés patriotiques de Genève

* * * * *

Mardi 31 octobre 2017
(Local SMG 1900)

Accueil des nouveaux membres

Samedi 11 novembre 2017
(Salle des Rois 1700)

Assemblée Générale

Dimanche 12 novembre 2017
(Parc Mon-Repos 1030)

Cérémonie du Souvenir

Samedi 30 décembre 2017
(Treille 1700)

Restauration

Dimanche 31 décembre 2017
(Local SMG 0900)

Café/croissant

JOURNÉE

DON DU SANG

ORGANISÉE PAR
LES SOCIÉTÉS
PATRIOTIQUES

DÉPISTAGE DU DIABÈTE INFOS SUR LE DON D'ORGANES ET CELLULES SOUCHES

**SAMEDI 17 JUIN 2017, DE 10H À 17H
AUX VIEUX-GRENADIERS**

Les sociétés patriotiques de Genève se mobilisent en faveur du don du sang, du dépistage du diabète et du don d'organes et cellules souches.

Donnez votre sang, c'est une démarche citoyenne et solidaire qui permet de sauver des vies.

Participez à un test de dépistage du diabète, gratuit, simple et rapide. Vous aurez vos résultats en quelques minutes.

Profitez d'une restauration sur place ainsi que des animations.



SOCIÉTÉ DES
VIEUX-GRENADIERS
DE GENÈVE



SOCIÉTÉ MILITAIRE
DES CARABINIERS
GENÉVOIS



COMPAGNIE DE L'ARC



NOBLE EXERCICE DE L'ARC
DE GENÈVE



USMG
UNION DES SOCIÉTÉS
MILITAIRES GÉNOVOISES



SOCIÉTÉ D'ARTILLERIE
DE GENÈVE



EXERCICES DE L'ARQUEBUSE
ET DE LA NAVIGATION



SOCIÉTÉ DE LA RESTAURATION
ET DU 1ER JUIN



SOCIÉTÉ MILITAIRE
DE GENÈVE



Programme Latin de Don d'Organes



Hôpitaux
Universitaires
Genève

Puis-je donner mon sang ?
voir www.donusang.ch



diabète Genève
Information. Conseil. Prévention.

Annoncer les rectifications d'adresses

P.P.

CH-1211 Genève 2
Poste CH SA

RETOUR:
Lt col Philippe KUNZI
Rue de Genève 129
1226 Thônex

INFORMATIONS PRATIQUES

Samedi 17 Juin 2017, de 10h à 17h

Vieux-Grenadiers
Rue de Carouge 92
Tél. 022 320 13 27
hug.plus/donusang

Accès : Tram 12, 14, 18 et bus 35
Arrêt «Augustins»



Société des Vieux-Grenadiers

**ÊTRE PATRIOTE C'EST AUSSI
DONNER SON SANG!**

**1 PERSONNE DIABÉTIQUE SUR 2 NE LE SAIT PAS
FAITES LE TEST**

**DON D'ORGANES ET CELLULES SOUCHES
JE VEUX EN SAVOIR PLUS**